

Hebdo Canada



Ottawa, Canada.

Volume 3, No 31

le 30 juillet 1975

La recherche et le développement scientifique au Canada en 1974 et 75, 1

Le Canada à l'Expo '75, 3

Terre des Hommes – 19 juin au 1er septembre 1975, 3

Nominations diplomatiques, 4

Première biennale de la francophonie canadienne, 4

Les universités canadiennes au service de l'Environnement, 4

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures en Corée, 5

Mouvements des prix à la consommation, juin 1975, 5

Secours d'urgence à la Roumanie, 5

Réduction de la chasse à la baleine, 6

Accords canado-iraniens, 6

La recherche et le développement scientifique au Canada en 1974 et 75

Dans son dernier rapport annuel, le Conseil national de recherches du Canada décrit quelques unes de ses nombreuses activités et découvertes.

. Une méthode intéressante de récupération du pétrole des sables bitumineux, mise au point par la Division de chimie, revêt actuellement une importance spéciale. Cette méthode, appelée "agglomération sphérique", permet de retirer d'un fluide des particules insolubles en suspension en y ajoutant un liant approprié pour que les particules, après agitation, s'agglomèrent sous forme de sphères. Ces sphères sont alors facilement extraites du liquide. Les scientifiques du CNRC ont montré que le processus est particulièrement bien adapté à l'extraction du pétrole des sables bitumineux de l'Athabasca. Dans cette application de l'agglomération sphérique, les sables bitumineux sont ajoutés à un kérosène léger en agitation continue de sorte que le pétrole se dissout. Lorsque l'on ajoute de l'eau pulvérisée, agissant comme liant, on observe que les minéraux et autres matériaux hydrophiles s'agglomèrent en sphères que l'on peut facilement récupérer pour les utiliser comme gravier ou à des fins de remblayage dans la construction. On peut également récupérer le kérosène pour l'utiliser de nouveau.

Purification des eaux usées

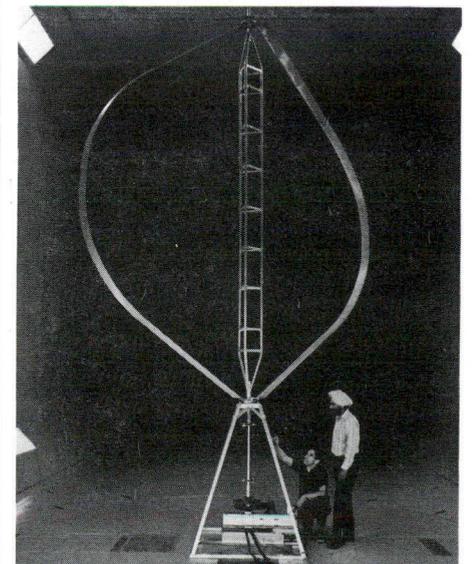
. Aidés par le CNRC, des scientifiques de l'Université de Sherbrooke ont mis au point une méthode de purification des eaux usées en utilisant la tourbe comme agent de filtration et d'absorption. Actuellement, une usine pilote à l'université traite jusqu'à 20,000 gallons (90,000 l) d'eaux usées par jour pour en retirer les métaux lourds comme le zinc, le fer et le plomb, les cyanures, les phosphates et les matières organiques comme les hydrocarbures, les détergents et les colorants. Les industries canadiennes envisagent d'utiliser ce procédé, qui a été breveté, pour traiter les effluents des usines.

. La première unité de culture commerciale des algues en Amérique du Nord a été lancée en novembre 1974 à l'île Grand Manan dans la province du Nouveau-Brunswick. Elle fait partie de

la nouvelle usine moderne de traitement des algues exploitée par la compagnie Atlantic Mariculture Ltd. Cette unité de culture représente la première application commerciale d'une technique mise au point à la station de culture des algues de Sancy Cove du Laboratoire régional de l'Atlantique. Les effluents thermiques émanant de l'usine de Grand Manan seront utilisés pour stimuler la croissance des algues et permettre à cette culture de s'étendre aux douze mois de l'année. Cette usine marque les débuts du Nouveau-Brunswick comme producteur de dulce et des algues comme industrie secondaire au Canada.

Télescope Canada-France-Hawaii

. Le Conseil national de recherches du Canada et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), de France, ont entrepris conjointement la construction d'un télescope optique de 3,6 m (144 pouces) de diamètre sur le Mauna Kea, à Hawaii. Le site est pourvu par l'Institut d'astronomie de l'Université d'Hawaii qui fournit également les installations de soutien. Le CNRC, le CNRS et l'Université d'Hawaii ont formé un organisme à but non lucratif



Éolienne à axe vertical du CNRC.

CNR – Le Canada à la pointe du progrès scientifique

Depuis sa fondation en 1916, le Conseil national de recherches du Canada (CNRC) a joué un rôle majeur dans le développement scientifique du pays. Aujourd'hui, il fait fonction de laboratoire scientifique national, de mécène de la recherche scientifique canadienne et de lien vital entre les intérêts scientifiques gouvernementaux, industriels et universitaires au Canada.

Les activités des laboratoires du Conseil sont concentrés dans dix divisions majeures de recherche couvrant divers aspects des sciences de la vie, des sciences physiques et du génie. La plus récente, l'Institut Herzberg d'Astrophysique, a reçu son nom en l'honneur du Dr Gerhard Herzberg, Scientifique de haute distinction du CNRC et Prix Nobel 1971 en raison de ses contributions importantes dans le domaine de la spectroscopie.

Le point de convergence d'une majeure partie des travaux de recherches en laboratoire est le site de 400 acres (160 ha) du CNRC, chemin de Montréal, dans la banlieue d'Ottawa. On y trouve en effet plus de 550 scientifiques et ingénieurs parmi les

2000 personnes qui y travaillent. Le CNRC dispose aussi d'autres établissements, dont le premier de tous situé promenade Sussex à Ottawa, qui date de 1932, ainsi que les laboratoires régionaux de la Saskatchewan et de la Nouvelle-Écosse.

En outre, le CNRC dispose aussi de nombreuses installations scientifiques et techniques un peu partout au Canada. Mises en place à l'intention d'un éventail d'utilisateurs, elles sont souvent trop dispendieuses ou trop spécialisées pour que les industries ou les organismes scientifiques canadiens puissent les maintenir à leurs propres frais.

En 1978, une installation importante s'ajoutera aux précédentes. Un grand télescope optique sera dès lors en service au sommet du Mauna Kea, montagne de 14,000 pieds (4,200 m) à Hawaii. Les ingénieurs et les chercheurs du CNRC participent à sa construction en tant que partenaires de ce projet conjoint entrepris par le Canada, la France et l'État d'Hawaii. Il est entendu que les installations et les durées d'observation seront partagées par les scientifiques des trois pays participants.

Dans la totalité de ses programmes variés de recherche, le CNRC répond aux besoins du Canada et à ses priorités scientifiques en évolution.

De nos jours, la recherche appliquée est axée sur des domaines sélectionnés liés à des problèmes à long terme d'intérêt national comme l'énergie, l'alimentation, la construction et les transports. Le CNRC apporte également une aide à la recherche touchant des objectifs sociaux comme la sécurité publique, la protection de la propriété, la santé et la qualité de l'environnement. Dans cette optique, le réseau de comités associés du CNRC, dont les membres sont tirés des universités, de l'industrie et d'autres laboratoires gouvernementaux, constituent des outils efficaces pour étudier, coordonner et promouvoir certains aspects de cette recherche.

En plus de ses activités de recherche "interne", le CNRC est étroitement allié à l'industrie canadienne grâce à des programmes coopératifs de recherche et de développement et à des programmes d'aide financière directe. Un programme important de subventions et de bourses d'études est la source principale d'aide directe à la recherche scientifique dans les universités.

pour construire et utiliser le télescope. Les travaux doivent être terminés en 1978 et se poursuivent actuellement à la cadence prévue. Les fondations des bâtiments et du télescope sont terminées sur le site en montagne et le miroir primaire est actuellement en cours de meulage et de polissage à l'Observatoire fédéral d'astrophysique de Victoria, en Colombie britannique, projet qui devrait être terminé dans deux ans et demi. La structure du télescope est en cours de réalisation en France. Le Mauna Kea, à une altitude de près de 4,200 m (13,780 pieds), est l'un des meilleurs sites de l'hémisphère nord pour l'astronomie optique, plus particulièrement pour les observations en infrarouge.

Produits plastiques

. Grâce au soutien du CNRC, des recherches à l'Université de Toronto sur la chimie des polymères, au cours des cinq dernières années, ont conduit au développement de nombreux produits

plastiques comme des récipients spécialement traités qui se décomposent en quelques semaines sous l'action de la lumière solaire. Une exposition semblable à une lumière intérieure ordinaire ne donne pas une telle dégradation. Quoique l'on ait montré à l'origine que le polystyrène et le polyéthylène pouvaient se dégrader de cette manière, des expériences subséquentes ont prouvé que le chlorure de polyvinyle, les résines acryliques, le nylon et les polyesters pouvaient aussi réagir de semblable manière. De plus, on a trouvé que la photodégradation initiale du polystyrène et du polyéthylène en petites particules était suivie d'une dégradation biologique en gaz carbonique et en eau. En d'autres mots, les matériaux plastiques se décomposeraient en produits volatiles non polluants. On a procédé à des demandes de brevets pour couvrir ces processus et ces composés dans 30 pays et la production commerciale de polymères traités, appelés Ecolyte, a débuté au Canada et en Europe.

Éolienne à axe vertical

. L'éolienne à axe vertical, récemment mise au point par les ingénieurs de l'Établissement aéronautique national du CNRC, sera bientôt fabriquée en série par la société *Dominion Aluminum Fabricating Limited*, compagnie canadienne de Toronto. Cette éolienne diffère totalement des machines traditionnelles que l'on trouve encore dans les fermes et possède plusieurs caractéristiques distinctives. Il s'agit d'une machine travaillant à grande vitesse qui, contrairement aux éoliennes de type plus conventionnel, tourne autour d'un axe vertical. Le rotor est constitué de trois pales métalliques convexes dont les sections ont la forme d'un profil d'aile. Elles sont montées sur un axe vertical et s'appuient sur des roulements à billes placés aux extrémités de cet axe. L'énergie du vent est facilement convertie en énergie électrique par cette turbine. Conçue à l'origine comme source économique d'énergie pour les pays en voie de développement qui

Le Canada à l'Expo '75

L'Exposition océanique internationale, Expo '75 d'Okinawa au Japon ouvrira ses portes du 20 juillet 1975 au 18 janvier 1976; ce sera la première exposition internationale qui traite exclusivement des océans de notre planète. Elle durera en tout 183 jours. Expo '75, qui a pris forme sur un site de 250 acres donnant sur l'océan Pacifique dans l'île d'Okinawa, compte 28 pays participants, dont le Canada.

Sur le site de l'Expo '75 d'Okinawa, on reconnaît le pavillon canadien à ses deux modules hexagonaux et à sa large plate-forme de cèdre, que protège un toit incurvé à lames.

Le pavillon, ses expositions, ses films, et ses démonstrations traduisent l'engagement du Canada au thème d'Expo '75: "La mer et son avenir." L'intention est de faire ressortir tout particulièrement la symbiose entre le Canada et les trois océans qui l'entourent ainsi que la nécessité de gérer et de conserver le milieu marin.

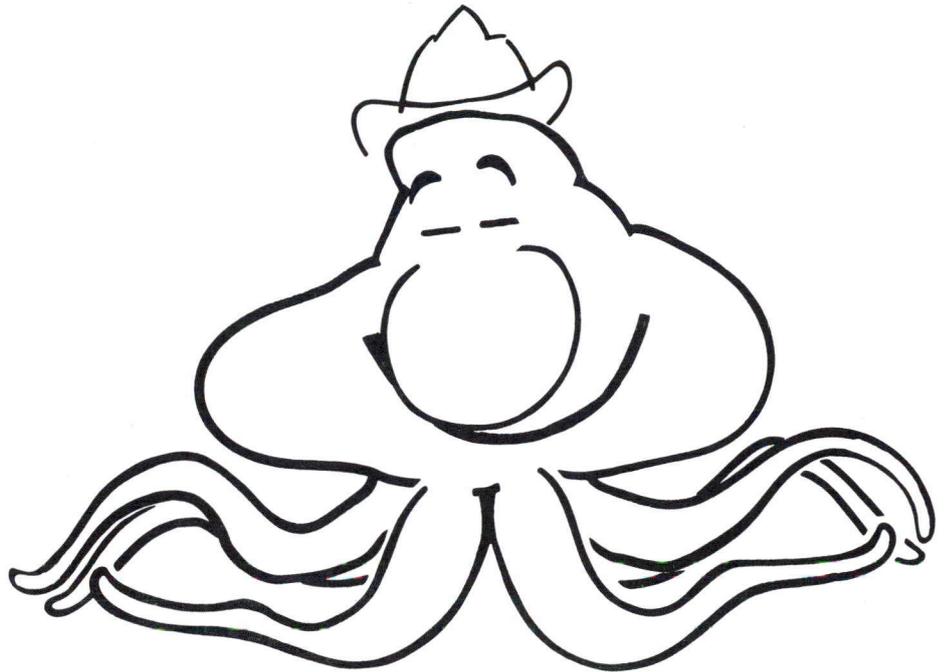
Il y aura plusieurs expositions dans le pavillon canadien: démonstration d'appareils perfectionnés au Canada pour l'exploration sous-marine, le forage en mer, la lutte contre la pollution, la recherche marine et le dégagement des glaces. Des films fixes sont présentés à chaque emplacement océanique et montrent de nombreux aspects de la symbiose actuelle et passée du Canada avec la mer.

Les visiteurs passent ensuite dans une salle où est présenté un film animé, créé par Don Arioli, cinéaste primé de l'Office national du film. Ce film est une fable qui prévient avec humour contre tout abus de la mer.

À l'extérieur, diverses embarcations de plaisance conçues et utilisées au Canada, bateaux à voiles, canoës, kayaks et aéroglisseurs, seront exposées sous la toiture.

Le schooner "Norma & Gladys", de Terre-Neuve, fera escale à Okinawa le Jour du Canada, le 14 janvier 1976. Après l'Expo, ce navire d'une autre époque continuera son voyage autour du monde.

Deux ministères ont collaboré avec les Affaires extérieures à l'élaboration du pavillon canadien: l'Industrie et le Commerce, Environnement Canada, le ministère d'État pour la science et la technologie et Information Canada. Le budget se chiffre à \$1.15 million.



Candy n'est pas un poulpe ordinaire. D'abord, il est canadien et parle non seulement le français et l'anglais mais le japonais par-dessus le marché. Et puis, c'est une vedette internationale. Il a fait ses débuts sur un immense écran de télévision Sony, construit spécialement pour lui, au Pavillon du Canada à l'Expo 75 d'Okinawa, au Japon.

Poulpe par l'apparence et la démarche, Candy se distingue du commun des céphalopodes par sa jovialité et sa curiosité. Le fait de parler japonais, même si ce n'est pas à la perfection, lui est particulièrement utile car c'est à lui qu'est confié l'accueil des visiteurs à l'entrée du Pavillon du Canada, dans le secteur de la science et de la technologie. Il leur parle de sa patrie,

le Canada. Il répond aux questions qu'ils lui posent, leur montre parfois des photos, prend le temps, s'il le faut, de s'enquérir s'il est embarrassé par une question – mais sans jamais cesser de montrer combien il est heureux d'être au milieu de ses hôtes.

Conçu par Zlatko Crgic de l'Office national du film pour "Anaform of Canada", Candy est déjà considéré comme une des vedettes uniques en leur genre d'Expo 75. Ses agissements sont entièrement fonction de son public et il diffère en cela des personnages que l'on voit à la télévision. Même s'il vit dans un téléviseur et ne peut être vu que sur un écran, il ne s'anime que s'il y a quelqu'un à l'extérieur du poste avec qui il puisse parler et plaisanter.

Terre des Hommes – 19 juin au 1er septembre 1975

Quinze participations internationales, soit deux de plus que l'année dernière, viennent offrir une partie de leur héritage historique et culturel à Terre des Hommes 75, sous le thème de: "Paix et Fraternité".

L'exposition se compose des 28 pavillons suivants: Armes, Biosphère, Bulgarie, Chine, Cinéma 360°, Colombie, Direction chrétienne, Espèces menacées, Exploration, France, Grèce, Haïti, Humour, Inde, Iran, Maquettes

olympiques, Maroc, Mexique, Monde insolite, Pakistan, Pavillon du Québec, Postes Canada, Suisse, Tchécoslovaquie, Télécommunications internationales, URSS, Village d'autrefois, Yougoslavie. On y trouve deux nouveaux pays: la Colombie et la Grèce. Deux autres pavillons nouveaux sont ceux des Espèces menacées et des Télécommunications internationales. Et la grande majorité des autres éléments d'exposition ont été presque entièrement renouvelés.

Nominations diplomatiques

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, monsieur Allan J. MacEachen, annonce les nominations suivantes:

Danemark

M. Norman Frederick Henderson Berlis, 61 ans, de Toronto, au poste d'ambassadeur du Canada au Danemark. M. Berlis est actuellement directeur de la Direction des Nations Unies (affaires économiques et sociales) au ministère des Affaires extérieures, ambassadeur et représentant du Canada au Conseil économique et social des Nations Unies.

Au cours de sa carrière au ministère des Affaires extérieures, M. Berlis a été haut-commissaire (1962-65) au Tanganyika (appelé plus tard Tanzanie), et également accrédité auprès des gouvernements d'Ouganda (1962-65) et du Kenya (1964-65). Il fut ensuite nommé au poste d'ambassadeur du Canada en Pologne (1965) et revint à Ottawa où il assumait les fonctions de Chef du Protocole (1967). En 1970, il fut nommé ambassadeur du Canada en Autriche.

Il succédera à M. Donald M. Cornett qui rentrera au Canada.

RFA

M. John G.H. Halstead, 53 ans, de Vancouver, sous-secrétaire d'État suppléant au ministère des Affaires extérieures, au poste d'ambassadeur du Canada auprès de la République fédérale d'Allemagne.

M. Halstead fut ministre à l'ambassade du Canada à Paris (1961-65), puis directeur de la Direction de l'Europe et adjoint au président du groupe spécial sur l'Europe (1966-71). Il a été nommé sous-secrétaire d'État adjoint en 1971 et a été nommé sous-secrétaire d'État intérimaire au ministère des Affaires extérieures de septembre à décembre 1974.

Il succédera à M. Gordon Gale Crean qui devient professeur invité au Centre des relations internationales de l'Université Queen's.

Israël - Chypre

M. Edward Graham Lee, 43 ans, de Vancouver, maintenant conseiller juridique du ministère des Affaires extérieures, et directeur général du Bureau des affaires juridiques au ministère des

Affaires extérieures, au poste d'ambassadeur du Canada en Israël et haut-commissaire à Chypre. M. Lee a été directeur de la Direction des opérations juridiques, directeur adjoint puis directeur de la Direction du personnel du ministère des Affaires extérieures. Il succédera à M. Thomas Paul Malone.

Chili

M. André Réal Potvin, 46 ans, de St-Jean, Québec, directeur de la Direction de l'Europe de l'Ouest au ministère des Affaires extérieures, au poste d'ambassadeur du Canada au Chili. M. Potvin a été affecté dans les missions du Canada à Beyrouth, Port-au-Prince et Londres. Il succédera à M. Andrew Ross qui rentre au Canada où il assumera un poste au ministère des Affaires extérieures.

Kenya - Ouganda

M. Gerald Anthony Rau, 56 ans, du Township de Stanley, Ontario, secrétaire du comité interministériel sur les relations extérieures, au poste d'haut-commissaire du Canada au Kenya, et haut-commissaire en Ouganda. M. Rau a été conseiller à l'ambassade du Canada à Madrid (1962-65), haut-commissaire à la Trinité-et-Tobago, Barbades, et aussi commissaire du Canada à la Fédération des Indes-Occidentales (1969-72). Il succédera à M. William George Olivier qui retournera au Canada. M. Olivier assumera le poste de commandant-adjoint au Collège national de défense.

Première biennale de la francophonie canadienne

Chaque année, depuis sa fondation, l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF) tenait un congrès annuel où elle regroupait ses membres et un certain nombre d'organismes intéressés au thème abordé lors de cet événement. En 1973, les membres de l'Assemblée générale de l'ACELF décidaient de rompre avec cette tradition et de consacrer une partie importante des efforts de l'organisme à l'organisation, à tous les deux ans et en commençant en 1975, d'une manifestation collective de beaucoup plus d'envergure et s'adressant, cette fois, aux huit millions de francophones canadiens.

La première de cette série de "Biennales de la francophonie canadienne" se tiendra dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean à Chicoutimi, du 10 au 17 août 1975.

Les universités canadiennes au service de l'Environnement

Environnement Canada a confié à 21 universités canadiennes des travaux de recherche scientifique dont le coût total est évalué à un million de dollars.

Ces contrats de recherche négociés par la Direction générale des eaux intérieures, s'inscrivent dans le cadre du programme de subventions aux chercheurs des universités canadiennes et appuieront 37 programmes ou projets qui serviront à compléter les recherches internes du ministère.

Comme par le passé, une grande partie des fonds, soit \$653,000, ira à neuf groupes de recherche sur l'eau afin de les aider à poursuivre les études multidisciplinaires en cours et à en commencer de nouvelles.

Le Centre de Recherches sur l'Eau (CENTREAU) de l'Université Laval recevra \$95,000 pour une étude des sédiments et de la répartition des polluants dans le fleuve Saint-Laurent.

L'Institut National de Recherche Scientifique - Section Eau, de l'université du Québec, recevra \$40,000 pour des études portant sur les réservoirs et les substances nutritives.

Grâce à une subvention de \$105,000, l'Institut des études environnementales de l'Université de Toronto pourra étudier les effets de la pollution par le pétrole sur les écosystèmes, les facteurs économiques reliés à l'utilisation et au déversement de l'eau ainsi que le déplacement et la répartition de substances persistantes.

Le Centre de recherche sur les eaux usées de l'université McMaster poursuivra, grâce à une subvention de \$35,000, son étude des contaminants de l'environnement qui altèrent la qualité de l'eau. Le Centre Agassiz des études de l'eau de l'université du Manitoba étudiera, au coût de \$55,000, les évaluations des incidences environnementales, les attitudes des victimes d'inondation et la gestion des utilisations de l'eau et des terres.

Une subvention de \$140,000 permettra à la Division d'hydrologie de l'université de la Saskatchewan de poursuivre

son étude sur l'hydrologie des prairies. Le Centre des sciences environnementales de l'université de Calgary obtient \$35,000 en vue d'une étude des effets des techniques forestières sur un bassin de drainage situé en montagne. Le Centre des ressources en eau de l'université de Calgary recevra \$25,000 pour poursuivre une étude des lacs morainiques. Le ministère de l'Environnement de l'Alberta contribuera également aux deux derniers programmes mentionnés.

C'est le Centre de recherche Westwater de l'université de la Colombie-Britannique qui recevra la plus grosse subvention, soit \$153,000 afin de terminer son étude sur la gestion de la qualité de l'eau du bassin inférieur du Fraser.

Les subventions accordées aux 28 autres programmes et projets totalisent \$347,000, soit \$122,000 de plus que l'an dernier.

Depuis 1970, les universités canadiennes ont reçu 7.4 millions de dollars pour l'aide à la recherche sur les ressources en eau.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures en Corée

M. Allan J. MacEachen, secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, a effectué une visite officielle en République de Corée, les 26 et 27 juin dernier. Il a souligné qu'il s'agissait de la première visite d'un ministre des Affaires extérieures du Canada en Corée.

Durant son séjour à Séoul, M. MacEachen a eu avec le ministre coréen des Affaires étrangères, M. Kim Dong Jo, des entretiens francs et cordiaux, qui se sont déroulés dans un climat de compréhension mutuelle.

Au cours de leurs entretiens, ils se sont attardés particulièrement sur la situation dans la péninsule coréenne et ont convenu du besoin urgent d'une coopération internationale qui améliore les perspectives de paix et de sécurité dans cette région.

Les ministres ont ensuite discuté de la question coréenne aux Nations Unies et M. MacEachen a assuré son homologue que le Canada continuerait d'appuyer la position de la République de Corée et ses efforts en vue d'une réunification pacifique fondée sur le choix librement exprimé du peuple coréen.

Énergie nucléaire

Ils ont également passé en revue les négociations pour l'achat d'un réacteur nucléaire canadien par la République de Corée. M. MacEachen a fait valoir que le Canada s'était engagé à partager les avantages de l'énergie nucléaire en vertu des garanties les plus efficaces. De part et d'autre, on espère que le Canada et la République de Corée signeront bientôt un accord bilatéral qui renfermera les garanties exigées par le Canada afin que toute aide qu'il fournit dans ce domaine soit utilisée uniquement à des fins pacifiques et non explosives. M. MacEachen a déclaré que le Gouvernement du Canada était heureux que le Gouvernement de la République de Corée ait ratifié plus tôt dans l'année le Traité de non-prolifération nucléaire.

Mouvements des prix à la consommation, juin 1975

L'indice des prix à la consommation pour le Canada (1961 = 100) a progressé de 1.5% en juin, pour passer de 181.3 en mai à 184.0, en raison de l'augmentation du prix des aliments et en particulier de la viande, progression qui a représenté plus de trois cinquièmes de l'augmentation totale la plus importante depuis mai 1974.

L'indice d'ensemble (à l'exclusion des aliments) s'est accru ainsi de 0.8% en juin, conservant à peu près le taux de variation des six derniers mois. Entre juin 1974 et juin 1975, l'IPC global a progressé de 10.4%.

(Il est à noter que l'IPC ne prend pas en compte la hausse de la taxe d'accise sur l'essence, de 10c. le gallon, imposée à la fin de juin. D'après des renseignements provisoires, la plupart des détaillants avaient augmenté le prix de l'essence à la fin du mois. Cette taxe, à elle seule, aurait pour effet de faire monter l'IPC d'ensemble du mois prochain de presque 0.5%.)

Plus de la moitié de la hausse de 3.3% de l'indice des prix des aliments est attribuable à une hausse de 18% du prix moyen du boeuf, au début de juin, cette dernière ramenant le niveau des prix à celui d'un an plus tôt. Les prix du porc ont également accusé une hausse (de près de 10%) entre mai et juin, atteignant un niveau de 37% supérieur à celui d'un an plus tôt. Les

produits frais, dont les prix augmentent habituellement en juin, ont enregistré des hausses de 10.4% dans le cas des légumes frais et de 6.0% dans le cas des fruits frais. Par contre, le prix du sucre a poursuivi sa baisse continue depuis la fin de l'année dernière, se repliant de 21.5% le mois dernier.

L'augmentation de 0.8% de l'indice d'ensemble (à l'exclusion des aliments) est surtout attribuable à la hausse des frais de propriété et de location, ainsi qu'à la hausse du prix des articles relatifs aux activités et à l'entretien du ménage, y compris les prix des appareils ménagers. Ont aussi contribué à cette augmentation, la hausse des frais de nettoyage et de buanderie, des tarifs de transport entre villes par avion, par train et par autobus et celle des prix de l'équipement récréatif.

Si l'on compare les mouvements des prix des biens et des services entre mai et juin, le prix des biens a augmenté de 1.8% alors que le prix des services a progressé de 1.1%.

Après désaisonnalisation, l'indice d'ensemble des prix à la consommation s'est accru de 1.4% entre mai et juin, ce qui comprend une augmentation de 3.1% de l'indice des aliments et une autre de 0.8% de l'indice d'ensemble (à l'exclusion des aliments). En juin, le taux annuel courant de variation de l'IPC, basé sur le mouvement désaisonnalisé des trois derniers mois, était de 11.2%, sensiblement supérieur à celui enregistré au cours des trois mois précédents (7%) et ce en raison surtout de la forte hausse du prix des aliments.

Secours d'urgence à la Roumanie

L'Agence canadienne de développement international versera \$75,000 de son Fonds des secours internationaux d'urgence à la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge pour combattre les effets des graves inondations qui sévissent en Roumanie.

A cause de pluies torrentielles presque incessantes, les affluents du Danube ont débordé, inondant de vastes régions de la Roumanie. Le secteur agricole a subi de lourds dommages juste avant la moisson et de nombreuses usines et installations de télécommunications ont été totalement ou partiellement détruites.

Réduction de la chasse à la baleine

Le représentant du Canada à la Commission internationale de la chasse à la baleine, M. W.R. Martin, a affirmé que la Commission avait réalisé des progrès marqués en vue d'instaurer une gestion efficace des stocks mondiaux de baleines.

Les restrictions concernant les contingents et les stocks, adoptées à la réunion annuelle des 15 pays membres de la Commission, entraîneront en 1976 une diminution des prises de l'ordre de 9,000 baleines ou de 25% par rapport à cette année. L'an prochain, les contingents pour tous les stocks permettront la prise d'environ 28,000 baleines en comparaison des 37,000 de cette année.

M. Martin a précisé que le Canada maintenait son interdiction de 1972 sur toute activité commerciale de pêche à la baleine et qu'il ne tirerait pas partie du nouveau contingent de 1976, fixé à 90 rorquals communs au large de Terre-Neuve.

Cette décision signifie que, l'an prochain, aucun pays ne pourra chasser le rorqual commun au large de la côte atlantique du Canada. Dans l'Atlantique nord, seuls les pêcheurs établis le long des côtes ont le droit de prendre des baleines. En vertu d'un moratoire, la Commission protège aussi un autre stock de rorquals communs au large de la Nouvelle-Écosse.

C'est la première fois que tous les stocks de l'Atlantique nord font l'objet de contingents. Le Canada a formulé des restrictions quant au contingent de 550 petits rorquals établi pour l'Atlantique nord-ouest et demandera, l'année prochaine, une révision des données scientifiques concernant ce stock.

Dans le Pacifique nord, le Canada a également réussi à faire établir un moratoire absolu sur les prises de

rorquals communs et de rorquals boréaux. Dans la même région, on a aussi fixé un contingent réduit pour les cachalots macrocéphales.

Accords canado-iraniens

Des entreprises canadiennes et iraniennes ont conclu des accords de principe prévoyant l'exécution concertée de plusieurs projets dont le coût global approcherait \$1.3 milliard. M. Alastair Gillespie, ministre de l'Industrie et du commerce du Canada, a fait part de la nouvelle à la fin de la première réunion de la Commission économique mixte canado-iranienne, tenue à Ottawa récemment.

Les accords portent sur la fourniture de biens et de services canadiens pour la production et l'usinage des métaux, les services maritimes, la mise en valeur des ressources forestières et l'infrastructure sociale. Quelques projets comporteront des entreprises à participation.

M. Gillespie a de plus annoncé que des négociations sont en cours sur d'autres projets dont le coût atteindrait quelque \$650 millions. Ils comprennent la fourniture de biens et de services canadiens pour des projets dans les secteurs de l'agriculture, de l'infrastructure scolaire et de l'aménagement urbain. On y retrouve des entreprises à participation.

La liste des projets particuliers a été établie au cours des entretiens entre M. Gillespie et M. Farrokh Najmabadi, ministre iranien des Industries et des Mines.

Environ 100 représentants de sociétés et associations commerciales canadiennes qui ont entamé des négociations en Iran ou qui s'intéressent aux possibilités du marché iranien, ont rencontré les deux délégations.

Les Ministres ont également souligné leur intention de contribuer à établir des relations à long terme appréciables entre leurs deux pays.

La délégation iranienne a par la suite visité un certain nombre d'établissements industriels en Ontario et au Québec.

La recherche et... (suite de la page 2)

l'utiliseraient pour l'irrigation et la production de courant électrique, on s'est vite rendu compte que l'éolienne

pourrait avoir des applications intéressantes au Canada, notamment comme source d'énergie électrique dans les régions isolées du nord du pays.

Réfrigération des viandes

La section de technologie alimentaire de la Division des sciences biologiques fait des recherches dans ce domaine important de l'industrie alimentaire qu'est la réfrigération des viandes. Les microbiologistes essaient de trouver des méthodes permettant d'accroître la durée de conservation du boeuf préemballé en déterminant les conditions optimales de stockage. Actuellement, les détaillants achètent la viande sous forme de demi-carcasses qui doivent être vendues au maximum trois jours après le découpage et l'emballage. Le CNRC a entrepris ces études en prévision des importants changements qui interviendront dans cette opération puisque l'on envisage qu'à l'avenir l'emballage de la viande se fera dans des établissements centraux ou même dans les abattoirs. Cette innovation accroîtra non seulement l'efficacité du processus de distribution de la viande, mais elle permettra également aux détaillants de se spécialiser dans certains morceaux. Cette centralisation de l'emballage va nécessiter l'extension de l'actuelle limite de trois jours pour le stockage à environ sept à dix jours en raison du temps requis pour effectuer les livraisons aux détaillants. Dans ces conditions, il devient impératif de mettre au point de meilleures méthodes de conservation, de rétention de la couleur de la viande et de protection contre l'action des bactéries. Parmi les facteurs susceptibles d'affecter la conservation des viandes, les chercheurs s'intéressent particulièrement à ce qui touche la température et la composition de l'atmosphère des chambres froides et la composition des gaz à l'intérieur des emballages. Ils cherchent à déterminer une température et une composition des gaz qui inhiberont à la fois la croissance bactérienne et conserveront à la viande son appétissante couleur naturelle.

Hebdo Canada est publié par la Direction de l'information, ministère des Affaires extérieures, Ottawa, K1A 0G2.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence avec indication de source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, vous sera communiquée en vous adressant à Mlle Y. DuSault, éditeur.

This publication is also available in English under the title Canada Weekly.

Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiario de Canadá.

Ähnliche Ausgaben dieses Informationsblatts erscheinen auch in deutscher Sprache unter dem Titel Profil Kanada.